

Prix de la Fondation Tony Elumelu pour l'entrepreneuriat

Les lauréats connus ce vendredi

Willy NDONG

Libreville/Gabon

LA Fondation Tony Elumelu (TEF), principale actrice philanthropique africaine engagée dans l'autonomisation des entrepreneurs sur le continent, annoncera ce vendredi 22 mars, les noms des candidats sélectionnés pour l'édition 2019 de son programme d'entrepreneuriat.

Chez nous, l'événement aura lieu dans les locaux de la Société d'incubation numérique du Gabon. Chaque année, la Fondation Tony Elumelu ouvre son portail de candidatures aux entrepreneurs africains avec des projets



Photo : DR / L'Union

La cérémonie aura lieu ce vendredi dans les locaux de la Société d'incubation numérique du Gabon, à Libreville.

d'entreprises, et des entreprises embryonnaires de moins de trois ans. Dans le cadre de son programme d'entrepreneuriat de 100 millions de dollars (environ 57 milliards de francs), la Fonda-

tion autonomise, chaque année, 1 000 entrepreneurs qui bénéficient d'un capital d'amorçage non remboursable de 5 000 dollars (environ 2,6 millions de francs), d'un accès à des mentors, d'un pro-



Photo : MZM / L'Union

Les anciens lauréats gabonais lors d'une précédente édition du prix de la Fondation Tony Elumelu.

gramme de formation de 12 semaines et des possibilités de promouvoir leurs entreprises auprès d'un public international. Tous les candidats ont accès à TEF Connect, le hub numérique de l'entre-

preneuriat en Afrique, qui offre un accès aux réseaux, à la formation, à d'autres sources de financement et à des opportunités d'affaires.

Afin de faire bénéficier sa trousse d'outils d'entre-

preneuriat, la Fondation a lancé en 2018 TEF Connect, la plate-forme de réseau numérique pour les entrepreneurs africains. Cette plate-forme, qui compte actuellement plus de 400 000 utilisateurs, offre aux entrepreneurs la possibilité de se mettre en réseau, de suivre des formations et de nouer des partenariats d'affaires, afin de développer leurs activités au-delà des frontières physiques. Pour rappel, au cours des quatre premières années depuis le lancement de son programme, la Fondation a autonomisé directement 4 000 entrepreneurs africains et indirectement 470 autres, avec l'appui de partenaires de la Fondation.

4e session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (Onu-Environnement)

Accélérer le processus vers un nouveau modèle de développement

CNB

Libreville/Gabon

Notre pays était représenté dans la capitale kenyane par le ministre délégué chargé du Plan Climat, Franck Nguema.

LES travaux de la 4e session de l'Organisation des Nations unies pour l'environnement (ONU-Environnement) se sont déroulés du 11 au 15 mars 2019 à Nairobi, au Kenya. Axées sur le double thème "Solutions innovantes pour les défis environnementaux", "la consommation et la production durables", ces assises ont été l'occasion pour les ministres de 170 États membres de l'Onu Environnement et la communauté internationale de s'engager à "accélérer le processus vers un nouveau modèle de développement, afin de respecter la vision énoncée dans les Objectifs de développement durables



Photo : DR

Le ministre délégué Franck Nguema a présidé une session plénière des travaux de Nairobi.

(ODD), pour 2030". Le Gabon, qui occupe la vice-présidence de l'Assemblée des Nations unies pour l'Environnement, était représenté par son ministre délégué chargé du Plan Climat, Franck Nguema. Préoccupés par les preuves scientifiques, mettant à l'évidence que la planète est de plus en plus polluée, et se réchauffe rapidement, le membre du gouvernement gabonais et ses collègues d'autres pays

ont pris l'engagement de relever les défis environnementaux, en réaffirmant que « l'éradication de la pauvreté, la transformation de modèles non durables et la promotion des modes de consommation et de production durables, ainsi que la protection et la gestion des ressources naturelles du développement économique et social sont les objectifs primordiaux et les exigences essentielles pour assurer un développement



Photo : DR

Les délégués dont le représentant de notre pays durant les travaux en atelier.

durable. » Ainsi, une série de résolutions non contraignantes ont été adoptées. On note, entre autres, que les États membres pourraient transformer leur économie grâce à des marchés publics durables et soutenir les mesures visant à réduire le gaspillage alimentaire; développer et partager les meilleures pratiques en matière de solutions de chaîne du froid éco-énergétiques et sûres;

protéger les océans et les écosystèmes marins fragiles, en vue de l'élimination, à long terme, des déchets et des micro-plastiques en milieu marin. Par ailleurs, le membre du gouvernement gabonais a également présidé une plénière durant cette session. En marge de ces assises onusiennes sur l'environnement, le chef de la délégation gabonaise a présidé plusieurs travaux de la Conférence des ministres

africains pour l'environnement (CMAE). Lors de ceux-ci, le point sur la stratégie et l'organisation du groupe Afrique, les finances de la CMAE, la passation des charges de la présidence de la CMAE entre le Gabon et l'Afrique du Sud, courant 2019, et la validation de l'Afrique du Sud et du Burkina Faso comme nouveaux membres au sein du bureau de l'ONU-Environnement, ont été débattus.

Caistab/Extension de son réseau de stations-service communautaires

Au tour de Mékambo

W.N.

Libreville/Gabon

APRÈS celle de Minvoul, dans la province du Woleu-Ntem, le tour est revenu, le 16 mars dernier à Mékambo (Ogooué-Ivindo) d'accueillir sa toute première station-service communautaire. Un véritable ouf de soulagement pour les usagers du département de la Zadié, souvent obligés de manipuler les produits pétroliers issus de la contrebande... Ainsi, le partenariat signé



Photo : DR

La coupure du ruban symbolique marquant...

entre la Caisse de stabilisation et de péréquation (Castab) et Engen Gabon

permettra, s'agissant de la station-service de Mékambo, de distribuer 30



Photo : DR

... l'inauguration de la station-service de Mékambo.

000 litres de produits pétroliers, soit 12 000 litres de gas-oil, 12 000 litres

d'essence et 6000 litres de pétrole lampant. Selon les initiateurs dudit

projet, l'objectif visé par ce programme est de contribuer à l'amélioration de la sécurité des populations dans la manipulation des carburants, de freiner la vente illicite et anarchique des carburants, lutter contre le chômage et la pauvreté et renforcer la présence de la Caisse de stabilisation et de péréquation sur toute l'étendue du territoire national. Pour rappel, ce projet a été mis en place, en priorité, pour résoudre les difficultés d'approvisionnement en carburants rencontrées à l'intérieur du pays.